

**FRANCE**

# RETRAITES «Macron porte cette image du technicien sûr de lui, qui avance sans écouter»

A l'image du discours d'Edouard Philippe, mercredi, qui n'a pas pris dans l'opinion, l'exécutif manque de clarté, selon le spécialiste de communication politique Xavier Desmaison.

Recueilli par  
**JÉRÔME LEFILLIÂTRE**



**E**nseignant à Sciences-Po, Xavier Desmaison est le PDG du cabinet de conseil en communication Antidox. Avec Guillaume Jubin, il vient de cosigner *le Bûcher des vérités* (Hermann, 2019). Il revient sur la communication gouvernementale entourant le projet de réforme des retraites et la difficulté de répondre individuellement à des craintes collectives.

**Qu'avez-vous pensé de la prise de parole du Premier ministre mercredi ?**

A mon sens, plusieurs sujets brouillent la communication du gouvernement. D'abord, il semble poursuivre deux grands objectifs à travers cette réforme des retraites : l'instauration d'un système universel et l'équilibre des finances publiques. Cela crée une forme de dissonance pour certains. Or pour réussir à emporter la conviction aujourd'hui, il faut parler très fort et très simple. Nous sommes entrés dans une ère de la radicalité, qui hante les imaginaires collectifs, à tous les niveaux. Peut-on résumer l'intervention du Premier ministre

en une phrase ? Non. La seule chose très claire est la plus épidermique : la création d'un « âge d'équilibre » à 64 ans pour toucher une retraite à taux plein. L'autre élément qui émerge de cette séquence, c'est la réaction de la CFDT, très forte, très simple : « *La ligne rouge est franchie.* » Cette formule contraste avec le flou qui a entouré la prise de parole d'Edouard Philippe.

**En quoi le gouvernement manque-t-il de clarté ?**

Au cœur de ce débat il y a une forte demande de reconnaissance des individus, comme résultante d'une montée de l'individualisme ces trente dernières années. Les travaux du philosophe Axel Honneth l'ont montré. Chaque individu a envie d'être reconnu pour lui-même, dans son identité, dans le travail qu'il exerce. La crise des gilets jaunes est une forme de paroxysme collectif de cette lutte pour la reconnaissance individuelle, au-delà de la hausse

du coût de l'essence : être entendu, respecté, valorisé à sa juste mesure, et non méprisé par les dirigeants politiques et les « élites urbaines ». La forme de cette contestation l'incarne également, avec son organisation sans leader, constituée de personnes défendant leur liberté d'opinion, de pensée, sans exclure

l'existence de désaccords internes entre compagnons de lutte. Je pense que c'est le même phénomène qui est en jeu avec la réforme des retraites. Dans son discours, Edouard Philippe s'est adressé à plusieurs catégories de la popula-

tion, comme les policiers, les enseignants ou les infirmiers, mais très peu aux salariés de la RATP et de la SNCF. Or ces derniers peuvent souhaiter défendre leurs régimes spéciaux, certes, mais ils réclament tout autant une reconnaissance de l'importance de leur métier et des difficultés de leurs conditions de travail, souvent éloignées de



DR



l'image de «privilegiés» que certains leur accolent.

**Dans votre livre, vous assurez que l'on ne convaincra plus jamais personne avec des faits. Cette idée se confirme-t-elle aujourd'hui ?**

Oui, ce temps-là est terminé et les populistes en jouent habilement partout sur la planète. Nous vivons désormais dans un monde où les querelles de chiffres et d'experts sont permanentes et nous n'arrivons plus à savoir qui a raison et qui a tort. On ne construit plus sur des faits ! Regardez ce qui s'est passé après l'intervention d'Edouard Philippe. Il y avait immédiatement une bataille sur les quelques chiffres qu'il a avancés. Sur les réseaux sociaux, les gens se demandent si les 1000 euros de retraite minimum promis concernent bien tout le monde et à quelles conditions. Les simulateurs qui circulent proposent des méthodes de calcul et des résultats différents. C'est une autre illustration de l'impression de flou qui entoure la réforme. Pour convaincre aujourd'hui, le plus important est

d'être cohérent et authentique. Dans les émissions de télé-réalité, on dit qu'il ne faut pas mentir au public... En politique et en économie, c'est pareil. On est jugé sur le temps long.

**Macron paye-t-il un manque d'authenticité et de cohérence dans cette bataille des retraites ?**

Pour saisir le contexte de communication actuel, il faut s'intéresser à l'histoire de la relation entre Emmanuel Macron et les Français. Celle d'un candidat qui arrive sur la promesse du «en même temps» mais qui, au moment de la crise des gilets jaunes, accrédite l'idée dans la tête d'une partie de la population qu'il prend peu en compte les aspirations des classes moyennes inférieures et des classes populaires. L'idée selon laquelle le chef de l'Etat travaille plus à l'adaptation de la France à la mondialisation et à son attractivité auprès de l'opinion publique mondiale financière et économique qu'en faveur des catégories moins favorisées de la population est très présente. Ce récit en croise un autre en ce moment, qui



**Emmanuel  
Macron  
à l'Elysée  
le 6 février.**  
PHOTO DENIS  
ALLARD



fait le parallèle entre la mobilisation en cours et les grèves de 1995. Or 1995, c'est l'histoire d'un technicien, Alain Juppé, qui s'entête et qui finit par céder. Macron porte aussi cette image potentielle du technicien qui s'entête, qui est sûr de lui, qui avance sans écouter. Chez une partie des Français, on a envie de rejouer ce récit. Ce même récit qui a structuré le mouvement des gilets jaunes et qui perdure, en dépit de la pirouette politique finale que le Président a intelligemment réussie en créant le grand débat. Mais l'idée qu'il est capable d'écouter n'est pas entrée dans toutes les têtes.

**Chercher le consensus sur un sujet aussi universel et complexe que les retraites est-il possible ?**

C'est le nouveau contexte stratégique pour les dirigeants politiques et économiques : on ne peut plus avoir une large majorité dans un pays. On parle à des communautés, des catégories de population sur lesquelles on va rassembler, regrouper des forces. C'est le cas de Trump aux Etats-Unis, qui parle à 30% de la population et réussit à en

**«La réaction de la CFDT a été très forte, très simple: "La ligne rouge est franchie." Cette formule contraste avec le flou qui a entouré la prise de parole d'Edouard Philippe.»**

entraîner 50% sur cette base. C'est la même chose avec Macron, dont le socle en 2017 était de 25%. Il y a une impossibilité à réformer dans le consensus, a fortiori un système de retraites déficitaire: il y a forcément des perdants. Néanmoins, les gens ont intégré le fait que ça n'allait sans doute pas s'améliorer. Il y a un lieu commun populaire, notamment chez les jeunes, qui dit: «*On n'aura pas de retraite.*»

**Cela ouvre-t-il un couloir de sortie de crise pour le gouvernement ?**

La montée de l'individualisme depuis trente ans a une autre conséquence : les gens n'aiment pas être bloqués. La stratégie de blocage des syndicats, qui était sympathique en 1995, l'est sans doute moins en 2020... L'individualisme pourrait aussi conduire à un débordement par la base des formes traditionnelles de mobilisation, comme cela a été le cas lors de la mobilisation des gilets jaunes. Les syndicats doivent relever le défi. Ils doivent donner une expression au mouvement, savoir le canaliser et l'arrêter au moment où ils estimeront avoir obtenu un gain. A condition de résoudre leur problème de représentation, qui s'est manifesté aussi lors de la crise des gilets jaunes. Sauront-ils faire revoir sa copie au gouvernement puis convaincre qu'ils ont obtenu quelque chose de décisif et qu'il faut rentrer à la maison? C'est l'enjeu des jours qui viennent. ◆